

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DU GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA SUSPENSION DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LE CADRE DE L'ABSENTEISME SCOLAIRE**

Face à l'absentéisme scolaire, face aux difficultés rencontrées par certains élèves, le gouvernement a trouvé une solution autoritaire et coercitive : la suppression des allocations familiales.

Même si le décrochage scolaire répété est un phénomène sérieux et qu'il nécessite qu'on s'y attarde, la méthode envisagée est brutale et ne résoudra rien.

Tout d'abord elle est injuste car elle cible les seules familles d'allocataires. Qui pourrait croire que les enfants de parents percevant des prestations familiales seraient les seuls concernés par l'absentéisme scolaire ?

Ensuite cette sanction est inefficace puisque déjà en 2004 elle avait été jugée « contre productive » pour Luc Ferry Ministre de l'Education Nationale de l'époque.

Si nous sommes bien entendu d'accord avec l'objectif poursuivi qui est le retour durable dans les études, nous le sommes beaucoup moins avec l'idée de dire que l'élève qui « décroche » est un délinquant et les parents « défailants » forcément inattentifs aux études de leur enfant.

Ces derniers peuvent être simplement désemparés face à une accumulation de soucis : de santé, de chômage, financier etc...

Ces familles ont plus besoin d'être accompagnées et aidées que d'être stigmatisées.

Les Conseillers généraux socialistes et républicains demandent aux pouvoirs publics le retrait de la proposition de loi qui instaure le principe de suspension des allocations familiales aux parents dont un enfant ne fréquente pas assidûment un établissement scolaire et réclament des réponses individualisées et plus humaines au phénomène de l'absentéisme scolaire.

Alain LEFEBVRE, président

Raymond GAQUERE, Olivier MAJEWICZ, Jacques NAPIERAJ,  
Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN,  
Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY,  
Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain  
DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel  
DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent  
DUPORGE, Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET,  
Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET,  
Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel  
LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Alain  
MEQUIGNON, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge  
PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER,  
Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel  
VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY,  
Jean WALLON membres du groupe socialiste et républicain,

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DU GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA SUPPRESSION DE LA HALDE -HAUTE AUTORITE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'EGALITE-**

Le projet de loi relatif au « Défenseur des Droits » devait regrouper initialement les attributions du médiateur de la République, celles du Défenseur des Enfants et celles de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité. Désormais, il doit également intégrer les compétences de la HALDE dont l'utilité et l'efficacité sont reconnues et appréciées du monde associatif et de nos concitoyens.

La lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité sont trop importantes pour être diluées dans une nouvelle structure aux contours et aux pouvoirs encore imprécis. Les victimes de discriminations pourront-elles encore saisir directement la nouvelle institution ?

Les conseillers généraux socialistes et républicains s'élèvent contre la volonté des pouvoirs publics de supprimer la Halde ce qui constituerait une régression de la protection des libertés, une régression de la protection des victimes de discriminations et un véritable recul démocratique.

Ils s'opposent fermement comme ils l'ont déjà fait lors de la suppression du Défenseur des Droits des Enfants ( motion déposée lors de la séance plénière du lundi 23 novembre 2009) à l'élimination de tous ces contre pouvoirs.

Alain LEFEBVRE Président

Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE, Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAQUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Alain MEQUIGNON, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du Groupe socialiste et républicain.

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DU GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE AU BUDGET DE LA CNSA**

Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie a commencé l'année 2010 avec un budget excédentaire de l'ordre de 300 millions d'€ du au retard pris dans l'ouverture des maisons de retraite médicalisées.

Les pouvoirs publics préconisent le reversement de 90% de ces crédits non consommés...à l'assurance maladie.

Ce transfert est inquiétant puisqu'il met en péril le devenir du financement des politiques pour l'autonomie des personnes handicapées et des personnes âgées mises en place par les collectivités or il ne faut pas oublier que le budget de la CNSA est en grande partie consacré aux collectivités puisque c'est un établissement public chargé de gérer les maisons de retraite, les établissements pour handicapés et les diverses allocations destinées à ces populations. On assiste depuis plusieurs années à une baisse de la compensation financière de la CNSA pour l'APA- le département participe aux 2/3 à la couverture des dépenses de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie alors que cette allocation créée sous le gouvernement de Lionel Jospin était initialement alimentée à parité par l'Etat et le Département- et les crédits qui sont versés par l'Etat pour l'équilibre budgétaire de la MDPH et pour la Prestation de Compensation du Handicap sont en constante diminution.

Au moment où les départements subissent la non compensation intégrale des dépenses qu'ils engagent pour le compte de la solidarité nationale au titre de la dépendance et du handicap ( pour notre Département depuis 2002 695 millions d'€ pour l'APA et 31 millions d'€ pour la PCH) et que le financement de la dépendance devient une préoccupation croissante des départements, une telle décision serait incompréhensible et illogique

Les Conseillers Généraux Socialistes et Républicains s'élèvent contre ce « rapt » financier de la part des services de l'Etat et réclament, au contraire, une augmentation de la participation de la CNSA aux dépenses d'APA ou de PCH et une nouvelle clé de répartition qui est actuellement d'environ 30% pour la dépendance et 70% pour les soins.

Alain LEFEBVRE Président

Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAQUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Alain MEQUIGNON, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du Groupe socialiste et républicain.

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DEPOSEE PAR LE GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA SITUATION D'ARC INTERNATIONAL DANS LE SECTEUR DE L'AUDOMAROIS**

L'entreprise Arc International connaît une situation critique depuis plusieurs années générant des difficultés dans tout le bassin d'emploi de l'Audomarois.

Leader mondial de la verrerie de table, cette activité industrielle dominante dans l'arrondissement de l'Audomarois a supprimé en 5 ans plus de 6000 postes de travail, sur les 13000 qu'on y dénombrait, par le biais de mises à la retraite anticipée, d'aide à la création d'entreprise...

L'an dernier, l'entreprise a recouru largement au chômage partiel afin d'amortir la chute de son activité.

Toutes ces mesures connaissent aujourd'hui leur limite et les salariés sont de nouveau inquiets.

Pour les dirigeants d'Arc International l'amélioration de la productivité à Arques est essentielle pour pouvoir redevenir compétitifs et la direction prévoit d'ores et déjà un sureffectif de 400 personnes à la fin de l'année.

Les collectivités locales de l'arrondissement qui se sont toutes investies dans l'accompagnement des salariés du bassin d'emploi en appellent aujourd'hui à la solidarité nationale et au concours de l'Etat.

L'Etat qui réaffirme régulièrement un engagement industriel fort pour une reprise économique d'envergure doit pouvoir aider l'arrondissement de l'Audomarois à diversifier son tissu économique aujourd'hui marqué par les difficultés d'Arc International.

En conséquence, les conseillers généraux socialistes et républicains réclament des pouvoirs publics :

- dans un premier temps la mise en place d'un plan de formations longues pour le personnel volontaire,
- la signature d'un contrat de site qui mettra en place durablement un dispositif d'accompagnement à la hauteur de la gravité de la situation comme la création d'une zone franche qui permettra au bassin de vie de Saint-Omer de réussir sa mutation économique et sociale. La zone franche lui permettra de faire enfin jeu égal avec les secteurs environnants.

Alain LEFEBVRE Président

Jean-Marie BARBIER , Jean-Claude DISSAUX, Michel LEFAIT, Jean- Claude LEROY, Alain MEQUIGNON, Bertrand PETIT,  
Claude ALLAN, , Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE, Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAGUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du groupe socialiste et républicain.

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DEPOSEE PAR LE GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA SITUATION DES ETUDIANTS STAGIAIRES DE LA FILIERE DU TRAVAIL SOCIAL**

Le Sénat a fait voter récemment une proposition de loi visant à revenir (pour une période transitoire de trente mois) sur la gratification accordée aux stagiaires des filières du travail social (éducateur spécialisé, assistant de service social, éducateur de jeunes enfants etc) au motif que cette gratification de 417 € par mois obligatoire pour tous les stages longs serait un frein pour certains employeurs.

Par conséquent nombre d'étudiants seraient ainsi lésés et l'obtention de leur diplôme remis en question.

Afin de surmonter cet écueil, des élèves ont demandé et obtenu que leurs stages soient exemptés de l'obligation de gratification.

Dans notre Département les établissements et services sociaux et médico sociaux emploient des stagiaires car le Conseil Général inscrit dans leur budget le financement de tels stages.

Cependant il est vrai que des employeurs essentiellement des associations et souvent par manque de moyens rebutent à prendre des élèves pour des stages longs.

IL est donc évident que les inégalités entre étudiants vont s'accroître ce qui est contraire à une insertion professionnelle réussie.

Les conseillers généraux socialistes et républicains demandent au gouvernement de réaffirmer sa volonté d'assurer à chaque jeune un stage qui soit gage de réussite et de confiance comme nous le faisons dans notre Département et il est donc temps de réajuster ce dispositif en débloquant des fonds de l'Etat.

Les conseillers généraux socialistes et républicains demandent ce que compte faire concrètement et durablement le gouvernement sur ce sujet

Alain LEFEBVRE Président

Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAQUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Alain MEQUIGNON, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du Groupe socialiste et républicain.

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DEPOSEE PAR LE GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA SITUATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION NATIONALE**

A la rentrée prochaine, avec le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, c'est plus de 16 000 postes qui seront à nouveau supprimés. Désormais, pour respecter le non remplacement d'un départ sur 2 pour la période 2011/2013 et pour faire une économie d'un demi milliard par an, chaque recteur pourra augmenter les effectifs des classes jusqu'au seuil de 32 élèves par classe en maternelle, pourra fermer les petites écoles ce qui signifie la fin des services publics en milieu rural, pourra fermer les petits collèges ou les regrouper, pourra confier les remplacements à des vacataires qui ne bénéficieront plus d'aucun statut digne de ce nom, ni d'aucune formation, pourra réduire les temps de formation continue proposée aux enseignants et le nombre de conseillers pédagogiques et pourra en finir avec les RASED encore existants.

Comme nous l'avons maintes fois dénoncé, les conditions de travail se dégradent de jour en jour : les postes d'enseignants au lieu d'être dotés sont transformés en heures supplémentaires, nombre de professeurs absents ne sont pas remplacés, les auxiliaires de vie scolaire utiles pour le suivi des élèves en situation de handicap ne sont pas recrutés, la scolarisation dès 2 ans est remise en cause, les intervenants extérieurs en langues vivantes sont supprimés ainsi que les aides spécialisées proposées par le dispositif des RASED-Réseaux d'Aide Spécialisés pour les Elèves en Difficulté-

Toutes ces mesures sont en totale contradiction avec la volonté de faire de l'Education Nationale un grand service public et avec l'objectif de réduire l'échec scolaire mais s'inscrivent bien dans la volonté de réduire les moyens des politiques publiques.

Les conseillers généraux socialistes et républicains partagent avec toute la communauté éducative les mêmes inquiétudes car ce sont les élèves qui sont les principales victimes de ces mesures

Le Département du Pas de Calais l'un des plus jeunes de France mais aussi l'un de ceux qui rencontre le plus de difficultés socio économiques est particulièrement touché par la baisse des moyens qui remet en cause tout ce qu'il entreprend pour la qualité du service public de l'éducation et pour les jeunes. Pour ne citer que quelques exemples le Département, dans les 126 collèges, accompagne de façon volontaire et dans la limite de ses moyens les projets qui favorisent l'apprentissage de l'anglais et les voyages en Angleterre, soutient les clubs scientifiques et les actions d'éducation à la citoyenneté, équipe les collèges en Tableaux Blancs Numériques ou installe des classes numériques.

Les conseillers généraux socialistes et républicains dénoncent avec vigueur les projets du Ministre de l'Education Nationale et demandent l'arrêt immédiat de toutes ces mesures contraires au développement d'un véritable service public laïc de l'Education.

Ils voudraient connaître les véritables intentions du gouvernement sur ces questions.

Alain LEFEBVRE Président

Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAQUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Alain MEQUIGNON, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du Groupe socialiste et républicain.

## SESSION DU LUNDI 28 JUIN 2010

### **MOTION DEPOSEE PAR LE GROUPE SOCIALISTE ET REPUBLICAIN RELATIVE A LA HAUSSE DES TARIFS DE L'ENERGIE**

En 6 ans, le prix du gaz a augmenté de plus de 50% et en dépit des assurances données par le gouvernement la libéralisation du marché de l'électricité fait craindre là aussi des augmentations de tarifs pour le consommateur.

La facture énergétique pèse de plus en plus lourd dans le budget des familles modestes et pour certains de nos concitoyens se chauffer, s'éclairer devient un luxe. L'accès pour tous à l'énergie est loin d'être une réalité pour de nombreux Français.

Les conseillers généraux socialistes et républicains exigent que les pouvoirs publics jouent leur rôle de régulateur et qu'ils puissent stopper l'escalade inflationniste des augmentations tarifaires en mettant en oeuvre une véritable politique de maîtrise des questions énergétiques

Alain LEFEBVRE Président

Claude ALLAN, Jean-Marie BARBIER, Bernard CAILLIAU, Ghislaine CLIN, Jean-Pierre CORBISEZ, Jean-Jacques COTTEL, Jean-Louis COTTIGNY, Michel DAGBERT, Jean-Pierre DEFONTAINE, Henri DEJONGHE, Alain DELANNOY, Jean-Pierre DELEURY, Charles DEPOORTER, Jean-Michel DESAILLY, Jean-Claude DISSAUX, Dominique DUPILET, Laurent DUPORGE Odette DURIEZ, Jean-Claude ETIENNE, Alain FAUQUET, Raymond GAQUERE, Thérèse GUILBERT, Martial HERBERT, Didier HIEL, Jean-Claude HOQUET, Jean-Marie KRAJEWSKI, Michel LARDEZ, Marie-Paule LEDENT, Michel LEFAIT, Jean-Claude LEROY, Maurice LOUF, Daniel MACIEJASZ, Olivier MAJEWICZ, Alain MEQUIGNON, Jacques NAPIERAJ, Alain OGUER, Jean-Marie OLIVIER, Julien OLIVIER, Serge PERON, Isabelle PERU, Bertrand PETIT, Jean-Marie PICQUE, Hervé POHER, Claude PRUDHOMME, Fabien PRUVOT, Françoise ROSSIGNOL, Michel VANCAILLE, Sabine VAN HEGHE, Philippe VASSEUR, Jacques VILLEDARY, Jean WALLON membres du Groupe socialiste et républicain.